

# COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 24 – Mars 2012



## ANALYSE DE LA PRESSE

Mars 2012

1. A la une : La Turquie face aux sanctions occidentales sur le nucléaire iranien
2. Le dossier du mois : La dégradation de la situation humanitaire en Syrie
3. Economie
4. International
5. Turquie
6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mars 2012)

## 1. A la une :

### La Turquie face aux sanctions occidentales sur le nucléaire iranien

#### La citation du mois

« Si le Conseil de sécurité manque une nouvelle fois une opportunité historique, il n'y aura pas d'autre choix pour la communauté internationale que de soutenir le droit à la légitime défense du peuple syrien. »

Recep Tayyip Erdogan,  
*Le Parisien.fr*, 01/04/2012

Préoccupés par la poursuite des activités nucléaires de l'Iran et par son programme controversé, les pays occidentaux multiplient les sanctions à l'égard de Téhéran. Les dernières négociations entre l'Iran et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) à Istanbul remontent à janvier 2011 mais celles-ci s'étaient soldées par un échec.

La Turquie, qui est important client de Téhéran, refuse d'appliquer les sanctions et reste un interlocuteur privilégié pour la poursuite des négociations. Le pays importe son pétrole de différents pays tels que la Russie ou l'Azerbaïdjan, mais sa plus importante source d'approvisionnement demeure l'Iran à hauteur de 30% (*Le Figaro.fr*, AFP, 21/03/2012).

Ainsi à l'heure où les Etats-Unis et l'Union européenne imposent un embargo sur les exportations pétrolières iraniennes, la Turquie, souhaite une résolution du problème nucléaire par des moyens diplomatiques (*Le Figaro.fr*, AFP, 21/03/2012).

Les Etats-Unis ont également annoncé qu'ils allaient « exempter 11 pays, dont dix pays européens et le Japon » des nouvelles sanctions imposées. D'après le ministre turc de l'Énergie Taner Yildiz, les négociations seraient en cours pour que la Turquie figure elle aussi parmi ces pays (*Le Figaro.fr*, AFP, 21/03/2012).

Durant sa visite officielle de deux jours, le Premier ministre turc a affirmé le soutien de la Turquie quant à la position de l'Iran sur le nucléaire. Lors de sa rencontre avec président iranien Mahmoud Ahmadinejad, Recep Tayyip Erdogan a ainsi déclaré : « Le gouvernement et le peuple turc ont toujours clairement soutenu la position de la République islamique de l'Iran sur le nucléaire et vont poursuivre fermement cette politique à l'avenir » (*Le Parisien.fr*, AFP, 29/03/2012).

La Turquie s'est ainsi proposée à accueillir les prochaines discussions les 13 et 14 avril à Istanbul. Proposition à laquelle l'Iran est favorable selon le vice président iranien Mohammad Reza Rahimi (*Le Parisien.fr*, AFP, 29/03/2012).

L'accord sur le lieu des négociations n'a pas été simple et avait suscité quelques réticences. En effet, la Turquie, pays hôte de la conférence des « Amis de la Syrie », avait notamment été critiquée pour sa position à l'égard de la Syrie, allié incontestable de l'Iran.

La Turquie a également déclaré réduire de 20% ses approvisionnements de brut de l'Iran selon un communiqué de la compagnie pétrolière nationale turque Tüpras, en raison des sanctions des Etats-Unis et de l'Union Européenne à l'encontre de l'Iran. Le ministre turc de l'Energie Taner Yildiz a déclaré que la Turquie allait « compenser cette réduction par l'achat de brut libyen » selon l'agence de presse Anatolie (*Le Figaro.fr*, AFP, 30/03/2012).



(Source: Reuters)

## 2. Dossier du mois :

### La dégradation de la situation humanitaire en Syrie

Suite à la résolution proposée par le Qatar, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Koweït au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et adoptée par 37 voix contre 3 (Chine, Russie et Cuba), la communauté internationale tente à nouveau de faire pression contre le régime de Bashar al-Assad (*Les Echos.fr*, 01/03/2012).



(Source: Reuters)

La résolution condamne « les violations de plus en plus graves des droits de l'homme et l'aggravation de la situation humanitaire en Syrie » (*Le Monde.fr*, *AFP*, *Reuters*, 01/03/2012). Le texte souligne également la « nécessité de répondre de façon urgente aux besoins humanitaires » (*Les Echos.fr*, 01/03/2012).

C'est au vu de la dégradation humanitaire que le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan a réitéré d'une part, son appel à Damas à « autoriser l'ouverture immédiate de couloirs humanitaires » pour l'acheminement de l'aide et d'autre part, et exhorté d'autre part la communauté internationale à « accroître les pressions sur le régime syrien » tout en dénonçant leur passivité à ce sujet (*L'Express.fr*, 06/03/2012).

### L'afflux de réfugiés en Turquie

Selon l'agence de presse Anatolie, « une dizaine d'officiers de haut rang de l'armée syrienne dont quatre généraux et deux colonels ont déserté les rangs ». Ces militaires hauts gradés ont ainsi rejoint un camp regroupant des déserteurs dans le sud de la Turquie (*Le Figaro.fr*, 09/03/2012).

Selon un responsable du ministère turc des Affaires étrangères, le nombre total de réfugiés syriens en Turquie s'élève à « 11 876 contre environ 9 000 il y a un mois et demi ». Des centaines de syriens continuent d'affluer en Turquie en raison notamment de l'envoi de renforts de l'armée syrienne dans la province d'Idleb (*Le Monde.fr*, *AFP*, *Reuters*, 09/03/2012). Lors d'un point de presse à Ankara, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Selçuk Ünal, a indiqué que le nombre de réfugiés dont une majorité de femmes, de jeunes et d'enfants a augmenté « d'un millier en une seule journée » grimpaient ainsi à 14.700 (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 15/03/2012).

De plus, n'ayant pas ratifié le traité international sur l'interdiction des mines, le régime syrien en a disposé le long de ses frontières avec le Liban et la Turquie (*L'Express.fr*, *AFP*, 13/03/2012). Le vice-Premier ministre turc Besir Atalay a répliqué en accusant la Syrie de barrer le passage aux réfugiés à sa frontière avec la Turquie sur les itinéraires empruntés pour fuir le pays.

D'après le Croissant rouge, le nombre de réfugiés pourrait atteindre 500.000 personnes (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 15/03/2012). Face à cette situation, la construction de nouveaux camps comme à Saniurfa dans le sud-est de la Turquie, d'une capacité de 20.000 places, a été entamée. S'ajoutant à celui composé de conteneurs à Kilis dont la construction se poursuit depuis l'hiver (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 15/03/2012). Les camps installés dans trois provinces limitrophes de la Syrie « abritent actuellement près de 25.000 Syriens. Et leur nombre ne cesse d'augmenter en raison des opérations de l'armée syrienne contre des agglomérations proches de la frontière turque » (*L'Express*, *AFP*, 09/04/2012).

Le régime syrien semble tirer profit « des divisions internationales et de la fragmentation de l'opposition pour réaffirmer son autorité sur l'ensemble du territoire » pour reprendre le contrôle des provinces comme celle d'Idleb, région montagneuse frontalière de la Turquie où notamment un journaliste turc Adem Özköse et son caméraman Hamit Coskun ont disparu depuis maintenant presque un mois (*L'Express.fr*, *AFP*, 14/03/2012).

Comme le souligne le Figaro, « le casse-tête syrien tourmente la Turquie » (*Le Figaro.fr*, 12/03/2012). En effet l'aggravation de la situation en Syrie, l'afflux massif de syriens sur le territoire turc, dont des militaires hauts gradés, et les hésitations de la communauté internationale place Ankara dans une situation délicate. Sans oublier que la Turquie doit par la même occasion sauvegarder au mieux ses propres intérêts dans la région.

Au vu de la dégradation sécuritaire en Syrie, le ministère turc des Affaires étrangères a, dans un communiqué, conseillé aux ressortissants turcs de quitter la Syrie (*Le Figaro.fr*, AFP, 16/03/2012). La Turquie a également annoncé la fermeture de son ambassade en Syrie ainsi les activités de l'ambassade sont « temporairement suspendues » (*Le Nouvel Observateur.fr*, AFP, 26/03/2012).

### Réunion des « Amis de la Syrie » à Istanbul

A la veille du sommet sur la sécurité nucléaire à Séoul, le Président américain Barack Obama et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan ont plaidé pour que la conférence des « Amis de la Syrie » qui s'est tenu le 1er avril à Istanbul, apporte une aide « non-militaire » aux rebelles syriens, dont des équipements de communication (*Le Figaro.fr*, AFP, 25/03/2012). Barack Obama et Recep Tayyip Erdogan ont également réitéré leur appel à « un processus de transition vers un gouvernement légitime » en Syrie (*Le Point.fr*, AFP, 25/03/2012).

Les « Amis de la Syrie » se sont ainsi réunis pour la seconde fois à Istanbul. Ainsi 70 délégations ont tenté de peser sur le régime syrien en soutenant le « plan de sortie de crise » défini par Kofi Annan tout en essayant de fixer « une date limite » pour son application par Damas (*Le Monde*, 30/03/2012), (*Le Parisien.fr*, 01/04/2012).

Le plan de paix défini par l'émissaire international de l'ONU « préconise la cessation de la violence par toutes les parties sous supervision de l'ONU, la fourniture d'aide humanitaire aux zones touchées par les combats et la libération des personnes détenues arbitrairement » (*Le Parisien.fr*, 01/04/2012). Les Amis de la Syrie ont ainsi « appelé l'émissaire spécial à déterminer un agenda pour les prochaines étapes, incluant un retour devant le Conseil de sécurité de l'Onu, si les tueries continuent » afin d'éviter un « enlèvement » comme l'a déclaré le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé (*Libération.fr*, AFP, 01/04/2012)

Les participants à cette conférence, de laquelle étaient absents la Russie, la Chine et l'Iran et le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, ont reconnu le Conseil national syrien (CNS) qui souhaitait « être admis comme unique interlocuteur de la communauté internationale » comme étant « un représentant légitime de tous les Syriens » (*Le Monde.fr*, AFP, Reuters, 01/04/2012).

A l'ouverture des travaux le Premier ministre turc, a souligné le droit de la population à l'autodéfense en déclarant : « Il faut soutenir le droit à la « légitime défense » des Syriens face à la répression si l'ONU n'agit pas (...) Si le Conseil de sécurité manque une nouvelle fois une opportunité historique, il n'y aura pas d'autre choix pour la communauté internationale que de soutenir le droit à la légitime défense du peuple syrien » (*Le Parisien.fr*, 01/04/2012). Recep Tayyip Erdogan a ajouté : « La Syrie n'a pas tenu ses promesses (...) Avec cette tragédie humanitaire en Syrie, il est temps d'agir » (*Le Nouvel Observateur*, AFP, 01/04/2012)

L'armement des rebelles réclamé par l'opposition syrienne et par des pays arabes, n'a cependant pas été mentionné dans la déclaration finale. Cette idée a été écartée par les Etats-Unis et par plusieurs pays arabes et occidentaux (*Libération.fr*, AFP, 01/04/2012). En revanche, les pays du Golfe se sont dits prêts à rémunérer les militaires syriens qui se rallient aux rangs de l'Armée syrienne libre (*Ouest-France.fr*, 01/04/2012).

Le journal du parti syrien au pouvoir a qualifié de « nouvel échec » cette deuxième réunion à Istanbul en affirmant : « La conférence des « ennemis de la Syrie », malgré tout le tapage médiatique, n'a donné que de maigres résultats (...) et montré qu'elle était incapable d'ébranler la détermination des Syriens et leur refus d'une intervention étrangère » (*Le Figaro.fr*, AFP, 02/04/2012).

### 3. Economie

#### « Baisse du chômage en Turquie »

« Le taux de chômage turc est de 9,8 % pour l'année 2011. Il est en baisse de 2,1 % par rapport à 2010, a indiqué hier l'Institut de la statistique (Tüik). La Turquie, qui a connu une croissance de 9,6 % sur les trois premiers trimestres de 2011, compte donc désormais 431.000 chômeurs de moins. Le chiffre officiel est cependant à relativiser, les experts considérant qu'il est largement sous-estimé » (*Les Echos*, 02/03/2012).

#### « Les prix à la consommation ont augmenté de 0,56 %... »

« Les prix à la consommation ont augmenté de 0,56 % en février en Turquie, portant le taux d'inflation sur douze mois à 10,43 %, en forte hausse par rapport à la même période un an plus tôt (4,16 %), selon les données diffusées hier par l'Institut de la statistique (Tüik) » (*Les Echos*, 06/03/2012).

#### « Le développement d'Aéroports de Paris passe par la Turquie »

« Aéroports de Paris (ADP) a annoncé [le 12 mars] l'acquisition de 38 % du premier opérateur turc d'aéroports, TAV, qui gère notamment le grand aéroport Atatürk d'Istanbul, pour 874 millions de dollars (667 millions d'euros). L'opération, pour laquelle ADP avait exprimé publiquement son intérêt le mois dernier, valorise la société turque à 2,3 milliards de dollars. Elle intervient après des tensions entre Paris et Ankara autour du génocide arménien, qui avaient fait craindre des représailles commerciales contre les entreprises françaises établies en Turquie. Outre Atatürk-Istanbul, TAV gère plusieurs aéroports en Turquie, mais aussi en Géorgie, Tunisie, Macédoine, Lituanie et Arabie Saoudite. L'ensemble ADP-TAV comprendra 37 aéroports gérés directement ou indirectement et environ 180 millions de passagers accueillis par an, précisent les deux groupes dans un communiqué commun (...) "Nous ne prenons pas de risque extravagant. On peut investir mais nous ne sommes pas un fonds, expliquait son PDG, Pierre Graff, en février. Donc on essaie d'apporter une plus-value en ayant une approche globale comprenant les services, les commerces (...) Ensuite, tout est affaire d'opportunité et il va sans dire, il faut qu'il y ait rentabilité", a également expliqué le dirigeant » (*Le Monde.fr*, *AFP*, 12/03/2012).

#### « Groupama accuse une perte de 1,8 milliard d'euros en 2011 »

« Groupama SA, en cours de restructuration après avoir été ébranlé par la crise, a annoncé une perte de 1,81 milliard d'euros en 2011. L'assureur mutualiste a été contraint d'opérer l'an dernier d'importantes dépréciations en raison notamment de son exposition à la dette souveraine grecque et à la chute des marchés actions (...) « Les dépréciations et pertes exceptionnelles sur actifs enregistrées en 2011 s'élèvent au total à 3,0 milliards d'euros », précise Groupama dans un communiqué. Ces pertes s'expliquent pour moitié par les dépréciations sur les titres souverains grecs, et pour l'autre moitié sur ses participations financières. (...) Après une politique d'expansion en Europe, l'assureur a aussi sonné une retraite stratégique et pourrait, par exemple, selon le journal *Les Echos*, vendre sa filiale polonaise Proama et céder des activités en Turquie. (...) (*Les Echos*, *Reuters*, 15/03/2012). Ses opérations d'assurance en Turquie lui ont apportées « 228 millions d'euros de chiffre d'affaires au premier semestre 2011 » (*Les Echos*, 15/03/2012).

#### « Axa parmi les acquéreurs possibles du turc Finans Emeklilik-sces »

« Axa, Sampo Japan Insurance et Aegon sont intéressés par un éventuel rachat de Finans Emeklilik, la filiale d'assurance de la banque turque Finansbank, elle-même contrôlée par la National Bank of Greece, a-t-on appris de deux sources proches du dossier. Finans Emeklilik a mandaté Bank of America et UBS sur ce dossier » (*Les Echos*, *Reuters*, 15/03/2012).

### « La Turquie, pays de cocagne pour les banques européennes »

« La banque britannique HSBC souhaite réaliser une acquisition « significative » en Turquie, un pays où 40% seulement de la population est bancarisée (...) L'année précédente, le rachat de la banque belge Fortis avait permis à BNP Paribas de doubler sa présence en Turquie, devenant ainsi la neuvième banque du pays. Un pays où Citigroup est également implantée, via sa filiale Akbank. (...) Pourquoi cet engouement des banques étrangères pour la Turquie? D'abord, ce pays bénéficie d'une croissance économique forte, avec un produit intérieur brut en hausse de 7,5%, en 2011. Ensuite, la Turquie ne compte pas moins de 76 millions d'habitants et 40% seulement de sa population est bancarisée. Enfin, le système bancaire turc a échappé à la crise financière, la législation ne permettant pas aux banques d'investir dans des produits financiers toxiques. (...) Au cours des prochaines années, HSBC ouvrira une centaine d'agences en Turquie, où elle en compte déjà 333, dans 63 villes. L'objectif : atteindre une part de marché de 5%, contre 2% aujourd'hui. BNP Paribas, elle, table sur 650 agences d'ici à 2013. Une véritable course au coude à coude » (*La Tribune.fr 16/03/2012*).

### « Privatisations: la Turquie envisage d'investir dans les îles grecques »

« La Turquie envisage d'investir dans le développement des îles grecques, dans le cadre d'un plan ambitieux d'exploitation des terrains et sociétés publiques annoncé par la Grèce (...) L'intérêt turc a été exprimé « pour un terrain d'un million de m<sup>2</sup> à Afantou à Rhodes (sud-est), un autre de 500.000 m<sup>2</sup> à Kassiope à Corfou (ouest) », a indiqué à l'AFP un porte-parole de ce Fonds public.

La Turquie a également manifesté son intérêt pour le groupe gazier grec Depa et son distributeur DESFA et pour des parts de 23,3% dans les ports du Pirée (près d'Athènes) et de Salonique (nord). Lors d'une journée organisée mardi à Istanbul par les patronats grec (Sev) et turc (DEIK) où 150 grandes sociétés des deux pays ont participé, le Fonds du patrimoine public (Hellenic Republic asset development fund, [www.hraf.gr](http://www.hraf.gr)) a présenté la liste des privatisations prévues d'ici 2015.

Selon le plan de redressement de l'économie grecque, dicté par les créanciers du pays, UE et FMI, la Grèce doit procéder à des privatisations pour encaisser 4,5 milliards entre juin 2011 et fin 2012 avant d'arriver à un total de 19,5 milliards d'ici fin 2015, afin de remplir les caisses quasi-vides de l'Etat. Malgré leurs différents territoriaux, la Grèce et la Turquie, pays frontaliers, ont entamé ces dix dernières années une coopération économique qui se manifeste surtout dans le secteur du tourisme et du commerce » (*Les Echos, 21/03/2012*).

### « ArcelorMittal va céder une partie de ses parts dans Erdemir »

« ArcelorMittal a déclaré mardi qu'il vendrait 134,3 millions d'actions d'Erdemir, premier sidérurgiste turc, et autant de bons de souscription, dans le cadre de son processus de désendettement et de désengagement des activités non stratégiques. Cette cession à des investisseurs institutionnels, opérée par Goldman Sachs International, devrait abaisser sa participation dans Erdemir à 18,7% contre 25% aujourd'hui, ou 12,5% en cas d'exercice de la totalité des bons de souscription. ArcelorMittal a précisé avoir accepté de conserver le solde de sa participation dans Erdemir pendant 365 jours » (*Les Echos, Reuters, 27/03/2012*).

### « Denizbank. Dexia n'a pas réussi à obtenir de Qatar... »

« Denizbank. Dexia n'a pas réussi à obtenir de Qatar National Bank (QNB) qu'elle relève son offre pour racheter sa filiale turque Denizbank, selon des sources citées par Reuters. QNB était le seul candidat en lice après le retrait de HSBC en janvier » (*Les Echos, 29/03/2012*).

## 4. International

### Crash d'un hélicoptère turc de l'ISAF

Un hélicoptère turc des forces de l'Otan en Afghanistan (ISAF) s'est écrasé près de Kaboul. Douze soldats turcs et deux civils ont été tués. Selon la police locale, le Sikorsky de l'armée turque s'est écrasé avant de prendre feu sur une maison dans le district de Bagrami, près de la capitale afghane. La cause du crash reste à déterminer (*Le Parisien.fr, AFP, 16/03/2012*)

### La Turquie candidate pour accueillir l'Euro 2020

Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a annoncé la candidature de la Turquie pour accueillir l'Euro 2020 à l'occasion d'un congrès de l'UEFA à Istanbul. Ankara qui voulait également accueillir l'Euro 2016 s'était inclinée face à la France par une seule voix d'écart. Depuis, elle a aussi annoncé être candidate à l'organisation des Jeux olympiques d'été 2020 à laquelle Doha, Madrid, Tokyo, Bakou et Istanbul sont en lice. Le Comité international olympique (CIO) rendra sa décision en septembre 2013 (*Le Nouvel Observateur, 22/03/2012*).

## 5. Turquie

### Interrogations sur la santé de Recep Tayyip Erdogan

Fragilisé par ses deux opérations de l'intestin, le Premier ministre turc était moins présent de la scène, intérieure et internationale, suscitant des interrogations quant à la nature de sa maladie.

En effet, d'après une information de la société américaine de renseignements Stratfor, dévoilée par WikiLeaks et publiée dans le quotidien Taraf, le pronostic concernant la santé du Premier ministre ne serait « pas bon » (*Le Figaro, 12/03/2012*). Toujours selon la même source, son espérance de vie n'excéderait pas deux ans et il serait atteint d'un cancer du colon (*Slate.fr, 11/03/2012*).

Recep Tayyip Erdogan a de son côté déclaré devant les responsables de son parti « Dieu, et Dieu seul, sait combien chacun d'entre nous vivra. Lorsque le moment de mourir arrive, on ne peut pas avancer ou retarder l'échéance » (*Slate.fr, 11/03/2012*).

L'incertitude sur son état « réveille les ambitions et fait craindre une implosion de l'AKP », mais constitue également un sujet de discorde au sein du gouvernement et de l'État (*Le Figaro, 12/03/2012*).

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, la Turquie a connu une longue stabilité politique. « Avec un taux de croissance estimé à 8% pour 2011, l'économie turque s'est inscrite à la 16e place mondiale et la Turquie appartient désormais au club du G20 » (*Slate.fr, 11/03/2012*).

### Explosion de bombes à Istanbul et Ankara

Placée sur une moto, une bombe télécommandée a explosé au passage d'un véhicule de police faisant 16 blessés dont un civil. Selon Huseyin Capkin, le chef de la police d'Istanbul, l'explosion semblait viser le car de police, 15 des 21 policiers transportés ont été blessés (*Le Parisien.fr, AFP, 01/03/2012*).

L'explosion a eu lieu dans le centre ville d'Istanbul dans le quartier de Sütlüce à proximité du bureau du Parti de la justice et du développement (AKP). Les autorités turques n'ont pas évoqué de pistes à propos des auteurs de l'attentat (*Challenges.fr, AP, 01/03/2012*).

Lors d'une conférence à Ankara le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est exprimé à ce sujet en déclarant : « Les criminels qui ont commis cette attaque n'atteindront jamais leur objectif. Ils ne parviendront jamais à ébranler la stabilité, l'unité et la fraternité dans ce pays » (*Le Parisien.fr, AFP, 01/03/2012*).

Une autre explosion a eu lieu cette fois ci à Ankara où une bombe artisanale a été déposée près d'un transformateur électrique faisant un blessé léger. Selon NTV, l'explosion s'est produite à une vingtaine de mètres de l'immeuble abritant les bureaux du Parti de la justice et du développement (AKP) et près de l'entrée arrière de la Cour de Cassation dans le quartier de Kizilay. La chaîne a indiqué que l'engin explosif était une « bombe à percussion », déposée avant l'arrivée du Premier ministre pour la réunion du conseil des ministres (*Le Monde.fr, AFP, 05/03/2012*).

### **Célébration du Newroz / Opérations contre les terroristes du PKK**

A l'occasion des célébrations du Newroz, des heurts entre Kurdes et forces de sécurité turques ont fait plusieurs blessés dont neuf à Diyarbakir (sud-est) et sept à Istanbul, en dehors des dates autorisées par Ankara.

Les autorités turques avaient désigné la date du mercredi 21 mars comme étant la seule autorisée pour les célébrations du Newroz. Elles ont ainsi rejeté la demande du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, principale formation kurde de Turquie) qui souhaitait le célébrer le dimanche 18 mars. Le BDP avait néanmoins affirmé vouloir maintenir son programme au risque des heurts (*Le Parisien.fr, AFP, 18/03/2012*).

Ainsi à Diyarbakir, dans le sud-est anatolien, quelque 40.000 personnes se sont rassemblées dont de nombreux participants arboraient les couleurs des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) où neuf blessés ont été recensés. A Istanbul, le gouverneur de la ville Hüseyin Avni Mutlu, a annoncé un bilan de 106 arrestations et sept blessés dont un ou deux policiers lors des heurts (*Le Parisien.fr, AFP, 18/03/2012*).

D'autre part, une vaste opération appuyée par l'aviation, a été conduite contre les rebelles kurdes du PKK dans le sud-est de la Turquie. Un policier a été tué et trois autres ont été blessés durant l'opération, ce qui porte à sept le nombre de policiers tués (*Le Nouvel Observateur.fr, AFP, 23/03/2012*). L'opération avait débuté aux abords du Mont Cudi, près de la frontière avec la Syrie et l'Irak, où des policiers des forces spéciales avaient été tués et cinq autres blessés dans les combats (*Le Figaro, 21/03/2012*).

Selon le ministère turc de l'Intérieur, d'autres combats se sont produits dans la province de Bitlis dans le sud-est de la Turquie. Quinze rebelles kurdes, toutes des femmes, ont été tuées lors de combats avec les forces de sécurité selon un communiqué rapporté par l'agence de presse Anatolie « En moins d'une semaine, les combats ont ainsi coûté la vie à 29 personnes, 21 rebelles et huit membres des forces de sécurité » (*Le Figaro.fr, AFP, 24/03/2012*).

Par ailleurs, dans le cadre d'une enquête « antiterroriste sur des tentatives d'extorsion de fonds », sept personnes ont été interpellées dans la région de Reims par la sous-direction antiterroriste (SDAT) pour le financement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) (*Le Figaro.fr, AFP, 06/03/2012*). Cinq kurdes ont aussi été arrêtés par la police italienne soupçonnés de racketter leurs compatriotes résidant dans le nord de l'Italie pour financer le PKK (*Le Figaro.fr, 27/03/2012*).

## 6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Janvier 2012)

### **Les Echos**

Marie-Christine Corbier  
Elsa Conesa  
Gilles Guillaume  
Frédéric Therin

### **L'Express**

Gokan Gunes

### **Le Figaro**

Laure Marchand

### **Libération**

### **Le Monde**

Christophe Ayad  
Benjamin Barth

### **Le Nouvel Observateur**

### **Ouest-France**

### **Le Parisien**

### **Le Point**

### **Slate**

Ariane Bonzon

### **La Tribune**

Christine Lejoux